

# Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Serge Gagné, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature

Serge Gagné

Date

2016-05-16

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sept-Îles inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**Chiffres comparatifs**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 20 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été retraitées.

*Deloitte S.E.N.C.R.L. /s.r.l.*

(1)

(1) CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A105898

DATE 2016-06-10

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	47 957 218	49 687 855	49 205 477			49 205 477
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 793 470	2 686 087	2 646 219			2 646 219
Quotes-parts	3						
Transferts	4	2 722 536	2 137 207	2 139 752		3 996 744	3 035 368
Services rendus	5	3 117 677	2 822 574	2 944 355		2 048 667	4 720 423
Imposition de droits	6	1 142 782	1 191 920	1 000 553			1 000 553
Amendes et pénalités	7	638 077	510 000	541 867			541 867
Intérêts	8	671 756	523 920	977 248		24 346	1 001 594
Autres revenus	9	416 741	880 665	490 906		65 301	556 207
	10	59 460 257	60 440 228	59 946 377		6 135 058	62 707 708
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13			131 693			131 693
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	757 006	350 000	112 041			112 041
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	757 006	350 000	243 734			243 734
	18	60 217 263	60 790 228	60 190 111		6 135 058	62 951 442
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	7 814 243	7 419 500	7 410 626	309 546		7 720 172
Sécurité publique	20	7 475 905	8 013 225	7 947 881	340 712	450 415	8 457 434
Transport	21	9 348 387	8 784 300	7 769 511	4 292 551	1 042 819	12 852 181
Hygiène du milieu	22	11 723 671	12 258 540	13 452 521	3 225 169	602 536	16 669 950
Santé et bien-être	23	447 736	291 330	335 723			335 723
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 915 297	3 223 990	3 240 591	111 241	1 775 243	3 354 076
Loisirs et culture	25	9 901 877	10 466 231	10 089 320	1 921 329	1 886 223	13 440 694
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	3 151 902	2 992 518	3 127 823		33 497	3 161 320
Amortissement des immobilisations	28	9 761 550	9 761 550	10 200 548	( 10 200 548 )		
	29	63 540 568	63 211 184	63 574 544		5 790 733	65 991 550
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	(3 323 305)	(2 420 956)	(3 384 433)		344 325	(3 040 108)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(3 323 305)	(2 420 956)	(3 384 433)	344 325	(3 040 108)
Moins: revenus d'investissement	2	( 757 006 )	( 350 000 )	( 243 734 )	( )	( 243 734 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(4 080 311)	(2 770 956)	(3 628 167)	344 325	(3 283 842)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	9 761 550	9 761 550	10 200 548	94 120	10 294 668
Produit de cession	5	7 400		48 830		48 830
(Gain) perte sur cession	6	635 885		23 401		23 401
Réduction de valeur / Reclassement	7	8 272				
	8	10 413 107	9 761 550	10 272 779	94 120	10 366 899
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9	84 173		19 518		19 518
Réduction de valeur / Reclassement	10	(8 272)				
	11	75 901		19 518		19 518
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	36 808		138 500		138 500
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			26 303		26 303
	15	36 808		164 803		164 803
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	142 987		141 745		141 745
Remboursement de la dette à long terme	17	( 6 014 595 )	( 6 051 507 )	( 6 050 769 )	( )	( 6 050 769 )
	18	(5 871 608)	(6 051 507)	(5 909 024)		(5 909 024)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 1 957 009 )	( 1 232 621 )	( 1 274 020 )	( )	( 1 274 020 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	90 000				
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 519 426	1 500 000	1 680 543		1 680 543
Réserves financières et fonds réservés	22	(812 745)	(1 140 000)	(917 815)		(917 815)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(7 700)	(66 466)	866 079		866 079
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(168 028)	(939 087)	354 787		354 787
	26	4 486 180	2 770 956	4 902 863	94 120	4 996 983
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	405 869		1 274 696	438 445	1 713 141

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	757 006	350 000		243 734		243 734
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Acquisition							
Administration générale	2	( 150 427 )	( 350 000 )	( 129 040 )	( )	( )	( 129 040 )
Sécurité publique	3	( 1 132 588 )	( 555 000 )	( 199 390 )	( )	( )	( 199 390 )
Transport	4	( 4 417 796 )	( 5 796 000 )	( 1 880 104 )	( )	( )	( 1 880 104 )
Hygiène du milieu	5	( 4 109 294 )	( 9 466 000 )	( 1 164 978 )	( 4 155 )	( )	( 1 169 133 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 571 020 )	( 50 000 )	( 85 302 )	( 110 178 )	( )	( 195 480 )
Loisirs et culture	8	( 5 525 834 )	( 1 340 000 )	( 10 504 424 )	( 1 940 )	( )	( 10 506 364 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 15 906 959 )	( 17 557 000 )	( 13 963 238 )	( 116 273 )	( )	( 14 079 511 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Acquisition	11	( 808 005 )	( )	( 972 244 )	( )	( )	( 972 244 )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Émission ou acquisition	12	( 119 641 )	( 119 600 )	( 113 709 )	( )	( )	( 113 709 )
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	10 826 784		17 843 484			17 843 484
<b>Affectations</b>							
Activités de fonctionnement	14	1 957 009	1 232 621	1 274 020			1 274 020
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(353 370)		231 416			231 416
Excédent de fonctionnement affecté	16	295 548		981 352			981 352
Réserves financières et fonds réservés	17	1 410 608		1 267 478			1 267 478
	18	3 309 795	1 232 621	3 754 266			3 754 266
	19	(2 698 026)	(16 443 979)	6 548 559	(116 273)		6 432 286
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(1 941 020)	(16 093 979)	6 792 293	(116 273)		6 676 020

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(3 323 305)	(2 420 956)	(3 384 433)	344 325	(3 040 108)
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	( 15 906 959 )	( 17 557 000 )	( 13 963 238 )	( 116 273 )	( 14 079 511 )
Produit de cession	3	7 400		48 830		48 830
Amortissement	4	9 761 550	9 761 550	10 200 548	94 120	10 294 668
(Gain) perte sur cession	5	635 885		23 401		23 401
Réduction de valeur / Reclassement	6	8 272				
	7	(5 493 852)	(7 795 450)	(3 690 459)	(22 153)	(3 712 612)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(732 104)		(952 726)		(952 726)
Variation des stocks de fournitures	9	12 095		(71 723)	(1 759)	(73 482)
Variation des autres actifs non financiers	10	202 538		10 870	12 272	23 142
	11	(517 471)		(1 013 579)	10 513	(1 003 066)
	12	(9 334 628)	(10 216 406)	(8 088 471)	332 685	(7 755 786)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13					
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(9 334 628)	(10 216 406)	(8 088 471)	332 685	(7 755 786)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(58 872 051)		(69 325 539)	1 668 591	(67 656 948)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(1 118 860)				
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(59 990 911)		(69 325 539)	1 668 591	(67 656 948)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(69 325 539)		(77 414 010)	2 001 276	(75 412 734)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>	<u>Total</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	16 795 102	17 349 543	2 130 911	19 480 454
Placements temporaires	2			247 790	247 790
Débiteurs (note 5)	3	7 910 941	11 031 537	526 517	11 584 454
Prêts (note 6)	4	197 847	197 847		197 847
Placements de portefeuille (note 7)	5	602 207	551 113		551 113
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	25 506 097	29 130 040	2 905 218	32 061 658
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	8 792 000	4 064 000		4 064 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	10 875 333	14 454 126	449 044	14 929 570
Revenus reportés (note 12)	13	1 599 555	1 696 908	454 898	2 151 806
Dette à long terme (note 13)	14	71 673 448	83 685 916		83 685 916
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 891 300	2 643 100		2 643 100
	16	94 831 636	106 544 050	903 942	107 474 392
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(69 325 539)	(77 414 010)	2 001 276	(75 412 734)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	209 555 840	213 246 299	278 982	213 525 281
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 728 174	2 680 900		2 680 900
Stocks de fournitures	20	1 852 971	1 924 694	15 014	1 939 708
Autres actifs non financiers (note 17)	21	77 162	66 292	46 369	112 661
	22	213 214 147	217 918 185	340 365	218 258 550
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	7 229 991	5 814 571	1 497 974	7 312 545
Excédent de fonctionnement affecté	24	6 108 789	5 784 849	342 650	6 127 499
Réserves financières et fonds réservés	25	1 348 066	1 119 148	222 035	1 341 183
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	( 730 322 )	( 1 524 630 )	( )	( 1 524 630 )
Financement des investissements en cours	27	(10 378 227)	(3 585 934)		(3 585 934)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	140 310 311	132 896 171	278 982	133 175 153
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	143 888 608	140 504 175	2 341 641	142 845 816

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 323 305)	(3 384 433)	344 325	(3 040 108)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	9 761 550	10 200 548	94 120	10 294 668
Autres					
- Gain ou perte sur cession	3	635 885	23 401		23 401
- Redressement	4	(1 664 371)			
	5	5 409 759	6 839 516	438 445	7 277 961
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 405 448	(3 120 596)	(106 042)	(3 242 388)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(2 424 985)	3 578 793	115 071	3 709 614
Revenus reportés	9	1 284 349	97 353	(38 242)	59 111
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 067 400	751 800		751 800
Propriétés destinées à la revente	11	(732 104)	(952 726)		(952 726)
Stocks de fournitures	12	12 095	(71 723)	(1 759)	(73 482)
Autres actifs non financiers	13	202 538	10 870	12 272	23 142
	14	6 224 500	7 133 287	419 745	7 553 032
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15	(15 906 959)	(13 963 238)	(116 273)	(14 079 511)
Produit de cession	16	7 400	48 830		48 830
	17	(15 899 559)	(13 914 408)	(116 273)	(14 030 681)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	(119 641)	(113 709)		(113 709)
Remboursement ou cession	19	36 808	164 803		164 803
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20				
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22			(3 945)	(3 945)
	23	(82 833)	51 094	(3 945)	47 149
<b>Activités de financement (note 23)</b>					
Émission de dettes à long terme	24	12 295 915	18 057 000		18 057 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(6 023 993)	(6 060 592)		(6 060 592)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(2 976 000)	(4 728 000)		(4 728 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(51 610)	16 060		16 060
Autres	28				
-	29				
	30	3 244 312	7 284 468		7 284 468
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	31	(6 513 580)	554 441	299 527	853 968
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	32	23 308 681	16 795 101	1 831 384	18 626 485
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	33	16 795 101	17 349 542	2 130 911	19 480 453

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
<b>Rémunération</b>	1	15 905 162	16 978 070	16 589 880	18 689 223
<b>Charges sociales</b>	2	4 635 199	4 716 360	4 730 160	4 994 578
<b>Biens et services</b>	3	24 160 302	23 732 490	23 688 961	26 483 056
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	2 148 345	2 387 222	2 285 132	2 285 132
D'autres organismes municipaux	5	3 997	3 609	3 609	3 609
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	186 637	225 787	187 954	187 954
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	812 923	375 900	651 128	684 625
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	760 152	780 600	709 530	709 530
Autres	10				
Autres organismes	11	4 207 481	4 249 596	4 381 681	1 513 214
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	9 761 550	9 761 550	10 200 548	10 294 668
<b>Autres</b>					
- Mauvaises créances / Franchise	13	238 485		68 751	68 751
- HSF-relocal./ trav. correctifs	14	636 162		57 692	57 692
- Coût des propriétés vendues	15	84 173		19 518	19 518
	16	63 540 568	63 211 184	63 574 544	65 991 550

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014 Redressées note 20
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	49 205 477	47 957 218
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 646 219	2 793 470
Quotes-parts	3		
Transferts	4	3 167 061	3 630 532
Services rendus	5	4 720 423	5 020 991
Imposition de droits	6	1 000 553	1 142 782
Amendes et pénalités	7	541 867	638 077
Intérêts	8	1 001 594	696 247
Autres revenus	9	668 248	1 197 520
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	62 951 442	63 076 837
<b>Charges</b>			
Administration générale	12	7 720 172	8 115 708
Sécurité publique	13	8 457 434	7 940 759
Transport	14	12 852 181	14 205 598
Hygiène du milieu	15	16 669 950	14 979 633
Santé et bien-être	16	335 723	447 736
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 354 076	3 879 086
Loisirs et culture	18	13 440 694	13 216 959
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	3 161 320	3 200 736
	21	65 991 550	65 986 215
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	(3 040 108)	(2 909 378)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	145 885 924	149 914 162
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(1 118 860)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	145 885 924	148 795 302
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26	142 845 816	145 885 924

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<b>Réalisations</b>	
		<b>2015</b>	<b>2014</b> Redressées note 20
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(3 040 108)	(2 909 378)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 14 079 511 )	( 15 995 124 )
Produit de cession	3	48 830	8 067
Amortissement	4	10 294 668	9 864 475
(Gain) perte sur cession	5	23 401	635 218
Réduction de valeur / Reclassement	6		8 272
	7	(3 712 612)	(5 479 092)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(952 726)	(732 104)
Variation des stocks de fournitures	9	(73 482)	7 606
Variation des autres actifs non financiers	10	23 142	200 231
	11	(1 003 066)	(524 267)
	12	(7 755 786)	(8 912 737)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13		
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(7 755 786)	(8 912 737)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(67 656 948)	(57 625 351)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(1 118 860)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(67 656 948)	(58 744 211)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(75 412 734)	(67 656 948)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		<b>2015</b>	<b>2014</b>
			Redressé note 20
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	19 480 454	18 626 486
Placements temporaires	2	247 790	243 845
Débiteurs (note 5)	3	11 584 454	8 289 266
Prêts (note 6)	4	197 847	197 847
Placements de portefeuille (note 7)	5	551 113	602 207
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	32 061 658	27 959 651
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	4 064 000	8 792 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	14 929 570	11 167 156
Revenus reportés (note 12)	13	2 151 806	2 092 695
Dette à long terme (note 13)	14	83 685 916	71 673 448
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 643 100	1 891 300
	16	107 474 392	95 616 599
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	<b>(75 412 734)</b>	<b>(67 656 948)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	213 525 281	209 812 669
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 680 900	1 728 174
Stocks de fournitures	20	1 939 708	1 866 226
Autres actifs non financiers (note 17)	21	112 661	135 803
	22	218 258 550	213 542 872
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>142 845 816</b>	<b>145 885 924</b>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 040 108)	(2 909 378)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 294 668	9 864 475
Autres			
- Gain ou perte sur cession	3	23 401	635 218
- Redressement	4		(1 664 371)
	5	7 277 961	5 925 944
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 242 388)	1 548 683
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	3 709 614	(2 474 258)
Revenus reportés	9	59 111	1 047 875
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	751 800	1 067 400
Propriétés destinées à la revente	11	(952 726)	(732 104)
Stocks de fournitures	12	(73 482)	7 606
Autres actifs non financiers	13	23 142	200 231
	14	7 553 032	6 591 377
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 14 079 511 )	( 15 995 124 )
Produit de cession	16	48 830	8 067
	17	(14 030 681)	(15 987 057)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( 113 709 )	( 119 641 )
Remboursement ou cession	19	164 803	36 808
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	(3 945)	(66 450)
	23	47 149	(149 283)
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	24	18 057 000	12 295 915
Remboursement de la dette à long terme	25	( 6 060 592 )	( 6 023 993 )
Variation nette des emprunts temporaires	26	(4 728 000)	(2 976 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	16 060	(51 610)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	7 284 468	3 244 312
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	31	853 968	(6 300 651)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>			
	32	18 626 485	24 927 136
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>			
	33	19 480 453	18 626 485

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sept-Îles est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19).

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses propres à la ville. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés, ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- La Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.;
- La Corporation Touristique de Sept-Îles inc.;
- Développement Économique Sept-Îles inc.;
- La Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.;
- La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.;
- La Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.;
- Le Vieux-Quai en fête de Sept-Îles inc.;
- Le Jardin communautaire Ruisseau Bois-Joli.

#### Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière selon les barèmes du ministère des Transports. En 2015, la Ville a versé une contribution de 232 000 \$ incluant une contribution de 137 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. En 2012, elle a obtenu son statut d'organisme de charité. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de transport sur son territoire. Depuis janvier 2011, elle offre un service de transport par autobus «Interbus» reliant les villes de Sept-Îles et de Port-Cartier.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Au 31 décembre 2015, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	869 740 \$
* Passifs	89 070 \$
* Actifs nets	780 670 \$
* Revenus	1 056 928 \$
* Dépenses	1 023 921 \$
* Surplus 2015	33 007 \$

**Corporation Touristique de Sept-Îles inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2015, la Ville a versé une contribution de 874 150 \$, incluant une contribution de 225 550 \$ en référence avec la gestion des activités au Lac des Rapides. Une contribution spéciale de 71 988 \$ a également été versée pour l'aménagement des bureaux administratifs.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2015, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	401 446 \$
* Passifs	228 661 \$
* Actifs nets	172 785 \$
* Revenus	1 019 738 \$
* Dépenses	967 610 \$
* Surplus 2015	52 128 \$

**Développement Économique Sept-Îles inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de Développement Économique Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2015, la Ville a versé une contribution de 894 500 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2015, les états financiers de Développement Économique Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	1 168 434 \$
* Passifs	123 684 \$
* Actifs nets	1 044 750 \$
* Revenus	1 137 366 \$
* Dépenses	829 215 \$
* Surplus 2015	308 151 \$

**Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2015, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 400 000 \$ de même qu'un montant de 70 500 \$ pour le programme de sensibilisation « Économie d'eau potable », de 90 000 \$ pour

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

la gestion des matières résiduelles, de 45 444 \$ pour la Revue littéraire et de 4 332 \$ pour le projet d'analyse de la qualité de l'air.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour sensibiliser et éduquer la population à l'importance du développement durable, à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources.

Au 31 décembre 2015, les états financiers de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	271 013 \$
* Passifs	172 207 \$
* Actifs nets	98 806 \$
* Revenus	622 386 \$
* Dépenses	603 110 \$
* Surplus 2015	19 276 \$

**Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. En 2015, la Ville a versé des honoraires de gestion de 184 500 \$ en conformité avec la convention de gestion. Elle a également perçu des loyers pour un montant total de 63 050 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir les activités de la Salle de spectacle.

Au 30 juin 2015, les états financiers de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	557 487 \$
* Passifs	390 466 \$
* Actifs nets	167 021 \$
* Revenus	1 506 779 \$
* Dépenses	1 594 154 \$
* Déficit 2015	(87 375 \$)

**Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. et subventionne cette dernière. En 2015, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 181 000 \$. Elle a également augmenté sa contribution annuelle d'un montant de 100 574 \$, soit l'équivalent des revenus de licences, de captures des animaux et d'euthanasies.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour le ramassage, la garde et la disposition des animaux errants.

Au 31 décembre 2015, les états financiers de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	104 901 \$
* Passifs	48 649 \$
* Actifs nets	56 252 \$
* Revenus	459 326 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

* Dépenses	452 521 \$
* Surplus 2015	6 805 \$

**Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.)**

En plus de l'administration de la M.R.C., la Ville de Sept-Îles, conjointement avec les autres villes membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire, et soutenir financièrement le centre local de développement (CLD). De plus, en 2015, la Ville versait une quote-part pour les équipements supralocaux, soit la Station récréotouristique de Gallix, de même qu'une quote-part pour le projet d'Écopatrouille visant la sensibilisation de la population à la gestion des matières résiduelles. De plus, elle participe au financement du transport par autobus entre Sept-Îles et Port-Cartier par l'entremise de son partenariat avec la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. - volet « Interbus ». La participation de la Ville pour l'exercice 2015 totalise 709 530 \$, soit :

* Administration	242 099 \$
* Contribution au CLD	137 967 \$
* Archives	18 741 \$
* Équipements supralocaux	237 750 \$
* Projet Écopatrouille	22 050 \$
* Interbus - Desserte SI / PC	50 923 \$

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception, revenus faisant l'objet d'ajustement lors de l'envoi de facturation complémentaire résultant d'une modification au rôle d'évaluation;
- Les revenus de paiements tenant lieu de taxes sont constatés lors de l'adoption des règlements annuels de taxation et ajustés lors de l'émission d'un « certificat de l'évaluateur et avis de modification du rôle d'évaluation foncière »;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des constats d'infraction;
- Le produit de cession des immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**C) Actifs financiers**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**Perte de valeur et prêts douteux**

À la fin de chaque exercice, la Ville détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garantie.

**D) Passifs**

SO

**E) Actifs non financiers**

**Stocks**

Les stocks de fournitures et de matériaux sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé pour les stocks diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations acquises par voie de donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

<b>Nature des immobilisations</b>	<b>Durée de vie utile</b>
Infrastructures	15 et 40 ans
Aménagements des parcs publics	20 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Équipement informatique et logiciels	5 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

**Propriétés destinés à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**F) Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors une transaction aux dépenses à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation, amortie au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### G) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'indemnité de retraite;
- la couverture des soins de santé;
- l'assurance vie offerte aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant au titre de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

**Appariement fiscal pour revenus de transfert**

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
- pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

**Frais d'assainissement pour les sites contaminés**

- La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement de ses sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement.

Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à de la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils étaient confirmés et rencontraient les critères de comptabilisation, pourraient conduire à une réduction du passif dans le futur.

**Solde des frais reportés relatif à la confection des rôles triennaux d'évaluation**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir créées seront amorties sur la durée qui aurait été normalement applicable à notre charge de confection de rôle triennal d'évaluation, en tant qu'élément de frais reportés, avant le redressement.

**I) Instruments financiers**

S/0

**J) Autres éléments****Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville de Sept-Îles, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

### **Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement ou d'investissement.

### **Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'escompte et d'émission des dettes à long terme sont amortis sur la durée du refinancement.

## **3. Modification de méthodes comptables**

### **Fonds réservés**

La Direction générale des finances municipales (DGFM) du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) a réalisé une analyse de la comptabilisation des revenus actuellement constatés et affectés dans des fonds réservés et aux réserves financières.

Il est ressorti de cette analyse que certains fonds réservés sont grevés d'affectation d'origine externe et doivent de ce fait être présentés en tant que revenus reportés plutôt qu'à titre de fonds réservés. Ces fonds sont les suivants :

- Fonds de Parcs et espaces verts
- Fonds régional - Réfection et entretien de certaines voies publiques

En vertu du chapitre SP 2120 - Modifications comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la présente modification comptable doit être traitée comme une correction d'erreur et doit donc être appliquée rétroactivement en retraitant l'exercice financier 2014.

### **Frais reportés reliés à la confection du rôle triennal d'évaluation**

Considérant que ces éléments ne rencontrent pas les critères de constatation d'un actif selon les normes comptables pour le secteur public et qu'il convient plutôt de les constater dans l'exercice au cours duquel l'organisme municipal les encourt plutôt qu'à titre de frais reportés.

Par conséquent, en vertu du chapitre SP 2120 - Modifications comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la présente modification comptable doit être traitée comme une correction d'erreur et doit donc être appliquée rétroactivement en retraitant l'exercice financier 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Passif au titre des sites contaminés**

Le 1er janvier 2015, la municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 « Passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	2 732 053	3 351 541
Placements temporaires	2	247 790	218 344
Placements de portefeuille	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	6 543 053	1 342 611
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	614	240
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 134 770	2 370 908
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	(269)	1 014 539
Organismes municipaux	8	449 334	414 820
Autres			
- Administration municipale	9	1 904 035	2 767 823
- Organismes contrôlés	10	552 917	378 325
	11	11 584 454	8 289 266
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	73 582	83 405
	15	73 582	83 405
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	438 720	464 900
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17	197 847	197 847
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	197 847	197 847
<b>Note</b>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22	551 113	602 207
Autres placements	23		
	24	551 113	602 207
<b>Note</b>			
Le placement à long terme est constitué de la quote-part de la Ville de Sept-Îles dans le fonds de garantie des franchises collectives issu du regroupement de trois (3) municipalités relativement à l'achat en commun d'assurances de dommages. Par résolution le conseil municipal mandatait l'UMQ pour la gestion de ce fonds.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	1 707 100	2 380 200
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( 4 350 200 )	( 4 271 500 )
	27	<u>(2 643 100)</u>	<u>(1 891 300)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	2 707 700	2 918 400
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	415 600	392 700
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	60 842	59 167
	33	<u>3 184 142</u>	<u>3 370 267</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

**Note**

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014 et 2015.

**Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées**

La municipalité et ses entités consolidées participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui font l'objet du processus de négociations depuis février 2015. À moins d'entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**10. Emprunts temporaires**

Les différents emprunts temporaires portent intérêts au taux de base (TB) plus 0,50 % et se détaillent comme suit :

Règlement # 2013-270 :	3 570 000 \$
Règlement # 2014-289 :	<u>494 000 \$</u>
	<b><u>4 064 000 \$</u></b>

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	37	4 702 140	3 673 676
Salaires et avantages sociaux	38	3 782 335	3 185 819
Dépôts et retenues de garantie	39	2 188 247	1 759 176
Provision pour contestations d'évaluation	40	875 200	414 896
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	1 295 041	1 100 397
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	770 000	
Autres			
- Intérêts courus - Dette L.T.	43	841 163	741 369
- Organismes contrôlés	44	475 444	291 823
-	45		
-	46		
-	47		
	48	14 929 570	11 167 156

**Note**

La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement de ses sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement.

Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à de la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils étaient confirmés et rencontraient les critères de comptabilisation, pourraient conduire à une réduction du passif dans le futur.

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	135 906	140 082
Transferts	50	54 509	69 254
Autres			
- Administration municipale	51	1 506 493	1 390 219
- Organismes contrôlés	52	454 898	493 140
	53	2 151 806	2 092 695

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,65	2016	2045	54	83 667 000	71 498 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,93	4,95	2016	2023	58	186 570	359 162
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	83 853 570	71 857 162
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	( 167 654 )	( 183 714 )
					64	83 685 916	71 673 448

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres				
2016	65	73	6 882 000	81	90	135 740	98	7 017 740
2017	66	74	6 867 000	82	91	33 638	99	6 900 638
2018	67	75	7 105 000	83	92	13 231	100	7 118 231
2019	68	76	6 643 000	84	93	2 885	101	6 645 885
2020	69	77	5 988 000	85	94	931	102	5 988 931
2021 et +	70	78	50 182 000	86	95	145	103	50 182 145
	71	79	83 667 000	87	96	186 570	104	83 853 570
Intérêts et frais accessoires				88	( )		105	( )
	72	80	83 667 000	89	97	186 570	106	83 853 570

**Note**

		2015	2014
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(68 818 758)	(61 959 091)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(6 520 394)	(5 614 452)
Autres	109	(73 582)	(83 405)
	110	(75 412 734)	(67 656 948)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	111	63 229 081	139	259 465	166		193	63 488 546
Eaux usées	112	61 708 477	140	321 428	167		194	62 029 905
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	134 083 293	141	677 973	168	41 581	195	134 719 685
Autres	114	48 015 565	142	1 998 558	169	(48 478)	196	50 062 601
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	47 777 020	144	707 977	171	(5 976)	198	48 490 973
Améliorations locatives	117	86 878	145		172		199	86 878
Véhicules	118	8 349 130	146	337 625	173	358 756	200	8 327 999
Ameublement et équipement de bureau	119	3 626 874	147	47 551	174	13 456	201	3 660 969
Machinerie, outillage et équipement divers	120	8 696 931	148	611 285	175	19 892	202	9 288 324
Terrains	121	2 901 446	149		176		203	2 901 446
Autres	122	1 025 433	150	116 273	177		204	1 141 706
	123	<u>379 500 128</u>	151	<u>5 078 135</u>	178	<u>379 231</u>	205	<u>384 199 032</u>
Immobilisations en cours	124	9 218 498	152	9 001 376	179		206	18 219 874
	125	<u>388 718 626</u>	153	<u>14 079 511</u>	180	<u>379 231</u>	207	<u>402 418 906</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	126	31 054 284	154	1 381 512	181		208	32 435 796
Eaux usées	127	26 052 746	155	1 406 863	182		209	27 459 609
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	68 864 378	156	3 540 660	183		210	72 405 038
Autres	129	19 770 960	157	1 636 930	184		211	21 407 890
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	22 665 258	159	1 109 940	186		213	23 775 198
Améliorations locatives	132	17 376	160	5 792	187		214	23 168
Véhicules	133	2 666 110	161	463 185	188	299 361	215	2 829 934
Ameublement et équipement de bureau	134	2 893 431	162	247 109	189	3 740	216	3 136 800
Machinerie, outillage et équipement divers	135	4 152 810	163	408 557	190	3 899	217	4 557 468
Autres	136	768 604	164	94 120	191		218	862 724
	137	<u>178 905 957</u>	165	<u>10 294 668</u>	192	<u>307 000</u>	219	<u>188 893 625</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	138	<u>209 812 669</u>					220	<u>213 525 281</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	231	1 369 708	1 369 708
Immeubles industriels municipaux	232	338 948	358 466
Autres	233	972 244	
	234	2 680 900	1 728 174
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	2 680 900	1 728 174

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	58 650	59 487
Frais reportés			
- Taxes de secteur	238	7 642	17 675
- Organismes contrôlés	239	46 369	58 641
	240	112 661	135 803

**Note****18. Obligations contractuelles**

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap. Également, depuis juillet 2005, l'organisme assure un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2021. Les versements futurs s'élèvent à environ 28 013 429 \$ et comprennent les contrats suivants :

**a) Cueillette, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables (résidentiel et commercial)**

La Ville s'est engagée par contrat pour une durée de sept (7) ans, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2022, pour la cueillette de ses matières résiduelles et recyclables sur son territoire. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 12 638 069 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2015 est de 12 638 069 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2022 sont les suivants :

2016	1 725 806 \$
2017	1 751 693 \$
2018	1 777 968 \$
2019	1 804 638 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

2020	1 831 708 \$
2021	1 859 184 \$
2022	1 887 072 \$

**b) Services professionnels en évaluation foncière**

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1er novembre 2014 au 31 octobre 2020, pour les services d'évaluation foncière. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 4 572 257 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2015 est de 3 343 104 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2020 totalisent :

2016	926 777 \$
2017	530 467 \$
2018	543 674 \$
2019	868 182 \$
2020	474 004 \$

**c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire**

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (3) ans, soit du 11 janvier 2016 au 10 janvier 2019, pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage et le tri. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 3 965 679 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2015 est de 3 629 531 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en janvier 2019 sont les suivants :

2016	1 244 455 \$
2017	1 148 834 \$
2018	1 148 834 \$
2019	87 408 \$

**d) Entretien du dépôt à neige**

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2015 au 1er mai 2020, pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 563 780 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2015 est de 482 102 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en mai 2020 sont les suivants :

2016	98 846 \$
2017	101 050 \$
2018	103 255 \$
2019	106 195 \$
2020	72 756 \$

**e) Entretien des chemins en hiver**

La Ville s'est engagée, par contrats, relativement à l'entretien des chemins en hiver. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à 3 537 355 \$. Le solde des engagements au 31 décembre 2015 est de 1 643 482 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2020 sont les suivants :

2016	747 911 \$
2017	552 724 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

2018	277 274 \$
2019	38 879 \$
2020	26 694 \$

**f) Entretien des bâtiments municipaux**

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation et de réfrigération. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 3 459 101\$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2015 est de 2 068 373 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2021 sont les suivants :

2016	502 682 \$
2017	423 262 \$
2018	426 536 \$
2019	340 737 \$
2020	346 240 \$
2021	28 916 \$

**g) Traitement des matières récupérées**

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (3) ans, soit du 1er septembre 2013 au 31 août 2016 pour le traitement des matières récupérées. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 1 811 592 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2015 est de 371 264 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2016 sont les suivants :

2016	371 264 \$
------	------------

**h) Assurances collectives**

La Ville s'est engagée, par contrat, pour une durée de deux (2) ans, soit pour la période du 1er juillet 2016 au 30 juin 2018, et ce, pour le régime d'assurance collective (soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire de longue durée et l'assurance maladie). Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 1 952 347 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2015 est de 1 952 347 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2018 sont les suivants :

2016	788 341 \$
2017	767 352 \$
2018	396 654 \$

**i) Autres contrats**

La Ville s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier 2015, et ce, en relation avec divers contrats, tels l'entretien des stations de pompage d'égouts, le contrôle des insectes piqueurs, le transport des conteneurs des secteurs au LET, l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la téléphonie IP, les auditeurs externes, les actuaire et autres engagements. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 3 170 440 \$. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2015 est de 1 885 157 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2020 sont les suivants :

2016	744 586 \$
------	------------

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

2017	571 145 \$
2018	281 702 \$
2019	202 826 \$
2020	84 898 \$

4) La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret no. 1173-2002, à partir du 2 octobre 2002, concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engage à verser au patrimoine fiduciaire un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée prévue révisée en 2013 de cette fiducie est de 22 ans, soit jusqu'en 2035 ou avant dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée serait atteinte, soit 1 253 500 mètres cubes et la contribution de la Ville fut révisée à 3,81 \$, tel que confirmé le 28 novembre 2014 par le ministère, et ce, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018.

Durant cette période d'exploitation, la Ville de Sept-Îles devra avoir versé au patrimoine fiduciaire des contributions totalisant 5 423 656 \$ en date du 31 décembre 2035.

La contribution à verser au 31 décembre 2015, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015 s'élève à 171 450 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2015 s'élève à 1 295 041 \$.

## 19. Éventualités

### a) Cautionnement et garantie

#### **Maison des Organismes Communautaires de Sept-Îles (MOC SI) :**

Le 27 janvier 2014, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles autorisait un contrat de cautionnement en relation avec l'augmentation d'une limite de marge de crédit passant ainsi de 30 000 \$ à 42 000 \$. En date du 31 décembre 2015, le crédit était inutilisé.

#### **Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord (SPCA) :**

Le 9 janvier 2012, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles acceptait de cautionner la SPCA pour un montant de 5 000 \$ relativement à l'émission d'une carte de crédit afin de faciliter les achats auprès de certains fournisseurs.

#### **Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques(MDDELCC) :**

À la demande du MDDELCC, la Ville contractait auprès de nos assureurs, un cautionnement en référence à la « Loi sur la qualité de l'environnement - Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles » pour un montant de 300 000 \$, renouvelé pour une période de trois ans, échéant le 19 juillet 2018.

#### **Friperie et Centre de dépannage Sept-Îles inc. :**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

Le 18 février 2016, le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire autorisait la municipalité à se porter caution des obligations de l'organisme auprès de la BMO-Banque de Montréal pour un emprunt de 450 000 \$ sur 15 ans selon les termes d'une convention de prêt datée du 20 janvier 2016, suivant la résolution du conseil municipal adoptée le 25 janvier 2016.

**b) Auto-assurance**

S/O

**c) Poursuites**

**Instabilité des terrains - Secteur du haut Sainte-Famille**

La Ville de Sept-Îles est aux prises avec une problématique d'affaissement de sol de terrains résidentiels situés dans le secteur Sainte-Famille, touchant notamment les rues Roméo-Vachon, du Père-Conan, Joséphat-Méthot et Pierre-Migneault.

De façon plus particulière, ces problèmes d'affaissement de sol ont entraîné des problèmes structuraux à de nombreuses résidences construites sur des terrains vendus par la Ville.

En raison desdits affaissements, la Ville a dû, dans un premier temps, verser des indemnités totalisant la somme de 288 000 \$ pour dépenses encourues par des acheteurs de terrains sur la rue Pierre-Migneault.

Afin de circonscrire l'ampleur de la problématique, la Ville a dû engager des honoraires professionnels afin d'obtenir différentes expertises, notamment en géotechnique, arpentage ou autres, totalisant la somme de 656 000 \$ au 31 décembre 2015.

De plus, trente-deux (32) résidences ont dû être relocalisées sur des terrains substitués, aux frais de la Ville, pour une dépense totale estimée à 10 277 800 \$.

Les dépenses mentionnées précédemment ont été financées au 31 décembre de la façon suivante :

Une somme de 5 170 000 \$ par le biais d'un règlement d'emprunt et une somme additionnelle de 5 107 800 \$ à même les fonds généraux de la Ville.

Par ailleurs, la Ville maintient une surveillance des effets possibles de ces mêmes affaissements de sol sur quelque soixante (65) résidences additionnelles, par le biais notamment d'un monitoring d'arpentage.

La Ville a acheté en 2015 quatre (4) unités d'un édifice multi logements de six (6) unités au montant de 972 000 \$ et une offre a été faite pour les deux (2) unités restantes. Cet achat a été financé à même l'affectation des surplus d'un montant de 1 447 000 \$ fait en 2014 dont le solde au 31 décembre 2015 est de 475 000 \$.

La relocalisation de deux (2) résidences unifamiliales est prévue au cours de l'année 2016. Un montant additionnel devra être affecté afin de pallier à cette dépense.

En terminant, la Ville a intenté un recours en responsabilité civile en lien avec ces mêmes évènements à l'encontre du Groupe Qualitas inc., lui réclamant une somme dépassant

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

---

les 11 millions de dollars, afin de se faire indemniser pour les dommages causés à la Ville, notamment pour frais de relocalisation des résidences touchées, indemnités versées aux résidents touchés et perte d'infrastructures municipales, laquelle somme à parfaire lorsque la totalité des dommages subis par la Ville sera connue.

### **Régime de retraite - Refus d'enregistrement d'une modification par Retraite Québec**

La Ville de Sept-Îles a mandaté une firme d'avocats afin de représenter les intérêts de la Ville dans le litige l'opposant à Retraite Québec relativement à l'enregistrement des modifications au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles contenues dans le Règlement n° 2007-101 (dossier n° 21032), plus précisément afin de porter en appel, devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ), la décision de Retraite Québec rendue le 3 mars 2015 et portant le n° D-21032-008.

Par cette décision, Retraite Québec refuse d'enregistrer et d'autoriser la modification au troisième paragraphe de l'article 8.02 a) contenu au Règlement n° 2007-101 de la Ville au motif qu'elle constitue une modification réductrice de droits rétroactive du régime complémentaire de retraite des employés de la Ville.

La Ville considère que cette décision est mal fondée en faits et en droit. La modification au régime de retraite ne vise qu'à rendre explicite l'interprétation que les parties ont toujours donnée à ce régime et l'application qu'elles en ont toujours faite. Elle ne modifie aucunement les droits des participants.

En conséquence, la décision de Retraite Québec doit être annulée et la modification au troisième paragraphe de l'article 8.02 a) contenu au Règlement n° 2007-101 de la Ville de Sept-Îles doit être enregistrée et autorisée.

Le 12 août 2015, Retraite Québec a demandé au comité de retraite de réviser, sans considérer le troisième paragraphe de l'article 8.02 du Règlement n° 2007-101, l'évaluation actuarielle partielle au 1er janvier 2007 ainsi que les évaluations actuarielles complètes au 31 décembre 2009, au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013. Ces évaluations ont été produites par Morneau Shepell, lesquelles ont été transmises à Retraite Québec selon les exigences de cette autorité.

Si la modification à la disposition relative à l'indexation des rentes après la retraite pour le service crédité avant le 30 mai 2008 était considérée comme une modification réductrice de droits, la situation financière du régime selon l'approche de continuité déterminée par l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2013, tel que l'exigeait la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal (Loi 15), devrait être modifiée de la façon suivante :

- un montant de 2 655 800 \$ devrait être ajouté à l'actif résultant de cotisations non versées par la ville totalisant 3 935 800 \$ moins des prestations à payer à des participants totalisant 1 280 000 \$;
- la provision actuarielle devrait être augmentée de 7 790 900 \$.

Toutefois, il a été convenu que le versement rétroactif des ajustements aux cotisations requises à la caisse de retraite, suite à la production des évaluations actuarielles révisées, ne sera pas exigé par Retraite Québec tant qu'une décision finale ayant force de chose jugée n'aura pas été rendue sur la contestation de la décision devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**d) Autres**

S/O

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### 20. Redressement aux exercices antérieurs

#### Fonds réservés

La Ville de Sept-Îles a redressé la présentation de certains fonds réservés de l'exercice antérieur afin de la rendre conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le Fonds parcs, terrains de jeux ou espaces naturels de même que le Fonds local - Réfection et entretien de certaines voies publiques qui étaient auparavant présentés dans l'excédent accumulé doivent maintenant être présentés dans les passifs à titre de revenus reportés, car ils sont grevés d'affectation d'origine externe et que l'administration municipale n'a pas la possibilité de les virer à l'excédent de fonctionnement non affecté.

L'incidence de ce redressement sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 a été de diminuer l'excédent accumulé au 1er janvier 2014 de 1 118 860 \$, d'augmenter les revenus reportés d'un montant de 1 358 803 \$ au 31 décembre 2014 et de diminuer les revenus de 239 943 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

#### Frais reportés relatifs à la confection d'un rôle d'évaluation

La Ville de Sept-Îles a redressé le solde des frais reportés relatifs à la confection de son rôle d'évaluation triennal 2013-2014-2015 présentés dans les autres actifs non financiers de l'exercice antérieur afin de les rendre conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les frais reportés relatifs à la confection d'un rôle d'évaluation doivent maintenant être présentés à la dépense, ces déboursés ne rencontrant pas les critères de constatation d'un actif selon les normes comptables pour le secteur public. Il convient alors de les constater dans l'exercice au cours duquel la ville encourt les déboursés.

Afin d'étaler l'effet sur la taxation engendré par cette modification comptable, la Ville de Sept-Îles a décidé de se prévaloir de la mesure d'allègement fiscal transitoire faisant appel au mécanisme des Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP).

L'incidence de ce redressement sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 a été de diminuer les frais reportés de 84 198 \$, d'augmenter la dépense d'évaluation d'un montant de 84 198 \$, puis, avec la mesure d'allègement, d'affecter la somme de 84 198 \$ au DCTP, d'où la comptabilisation d'une affectation de 84 198 \$ au crédit suivi d'un montant débiteur dans les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir inclus dans l'excédent (déficit) accumulé au 31 décembre 2014. La DCTP sera amortie sur la durée qui aurait été normalement applicable pour le rôle d'évaluation triennal 2013-2014-2015.

### 21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville, lors de la séance spéciale du 13 janvier 2015, est présentée dans les informations sectorielles.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du conseil municipal au cours de l'exercice 2015 mais ne sont pas reflétés dans les colonnes «budget».

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**22. Instruments financiers**

s/o

	2015	2014
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 19 480 454	18 626 486
Découvert bancaire	242 ( )	( )
Placements temporaires	243 247 790	243 845
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
- Placements temporaires	248 ( 247 790 )	( 243 845 )
- Arrondissement	249 ( 1 )	( 1 )
-	250 ( )	( )
-	251 ( )	( )
-	252 ( )	( )
-	253 ( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	254 19 480 453	18 626 485
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**24. Fonds local d'investissement**

	2015	2014
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>265</b>	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Encaisse	266	
Placements de portefeuille	267	
Débiteurs	268	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	
Provision pour moins-value	270	(                    ) (                    )
	271	
	272	
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dette à long terme	275	
	276	
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>277</b>	

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	278	
Supportant les engagements de prêts	279	
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**25. Fonds local de solidarité**

	2015	2014
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	292	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	(                    ) (                    )
	298	
	299	
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
<b>Solde du Fonds local de solidarité</b>		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 7 312 545	8 687 298
Excédent de fonctionnement affecté	2 6 127 499	6 173 625
Réserves financières et fonds réservés	3 1 341 183	1 566 410
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 1 524 630 ) (	730 322 )
Financement des investissements en cours	5 (3 585 934)	(10 378 227)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 133 175 153	140 567 140
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 142 845 816	145 885 924
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 5 814 571	8 687 298
Organismes contrôlés	10 1 497 974	
	11 7 312 545	8 687 298
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Activités de fonctionnement	12 3 035 000	2 287 500
- Affaissement de sol - Haut S-F	13 474 775	1 480 574
- Engagements	14 80 202	136 735
- Infrastructures & Dév. domicil	15 161 874	161 874
- Anciennes Villes - GA & MO	16 74 320	70 567
- Réfection de l'hôtel de Ville	17 1 309 549	1 309 549
- Recouvrement - Cellules au LET	18 649 129	661 990
-	19	
-	20	
	21 5 784 849	6 108 789
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Corp. touristique de Sept-Îles	22 22 650	64 836
- Développement Économique SI	23 250 000	
- Corp. Protection Environnement	24 70 000	
	25 342 650	64 836
	26 6 127 499	6 173 625
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 542 775	61 480
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	17 055
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Fonds immeuble locatif	41 325 000	809 255
- Fonds d'investissement PMVI	42 4 552	4 552
- Dév. infrastructures municipal	43 246 821	455 724
- CTASI - Réserve pour autobus	44 222 035	218 344
	45 1 341 183	1 566 410
	46 1 341 183	1 566 410

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	48 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	53 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ( ) ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ( 770 000 ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	57 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( 537 907 ) ( )	574 353 )
Autres		
- Évaluation foncière	59 ( 216 723 ) ( )	84 198 )
-	60 ( ) ( )	( )
	61 ( 1 524 630 ) ( )	658 551 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ( ) ( )	( )
Autre financement	63 ( ) ( )	71 771 )
	64 ( 1 524 630 ) ( )	730 322 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	65 1 661 215	1 375 020
Investissements à financer	66 ( 5 247 149 ) ( )	11 753 247 )
	67 (3 585 934)	(10 378 227)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 213 525 281	209 812 669
Propriétés destinées à la revente	69 2 680 900	1 728 174
Prêts	70 197 847	197 847
Placements à titre d'investissement	71 551 113	602 207
Participations dans des entreprises municipales	72	( )
	73 216 955 141	212 340 897
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 83 685 916	71 673 448
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 167 654	183 714
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 ( 73 582 ) ( )	83 405 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ( ) ( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ( ) ( )	( )
	79 83 779 988	71 773 757
Dette en cours de refinancement et autres éléments		
	80	( )
	81 83 779 988	71 773 757
	82 133 175 153	140 567 140

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2013, est un régime de retraite contributif de type salaire final. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire moyen sur 3 ans. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 2 380 200	3 414 400
Charge de l'exercice	5 ( 2 707 700 )	( 2 918 400 )
Cotisations versées par l'employeur	6 2 034 600	1 884 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>1 707 100</u>	<u>2 380 200</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 81 321 500	79 231 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>87 053 500</u> )	( <u>85 931 900</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (5 732 000)	(6 700 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>7 439 100</u>	<u>9 081 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 1 707 100	2 380 200
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>1 707 100</u>	<u>2 380 200</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 81 321 500	79 231 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>87 053 500</u> )	( <u>85 931 900</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>5 732 000</u> )	( <u>6 700 800</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 319 000	2 289 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>15 800</u>	<u>15 800</u>
	21 2 319 000	2 305 500
Cotisations salariales des employés	22 ( 766 000 )	( 785 600 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( <u>63 000</u> )	( <u>61 300</u> )
	24 1 490 000	1 458 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 844 900	972 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 334 900</u>	<u>2 431 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 4 849 800	4 753 800
Rendement espéré des actifs	34 ( 4 477 000 )	( 4 266 500 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>372 800</u>	<u>487 300</u>
Charge de l'exercice	36 <u>2 707 700</u>	<u>2 918 400</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 4 990 900	6 308 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 4 477 000 )	( 4 266 500 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 513 900	2 042 200
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 283 100	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 764 100	5 284 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 86 288 500	86 059 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	16
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,75 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,20 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>2</u>	58 <u>0</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le régime excédentaire compense les limites fiscales du régime agréé. Les autres programmes d'avantages après la retraite sont l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'indemnité de retraite.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( 4 271 500 )	( 4 238 300 )
Charge de l'exercice	60 ( 415 600 )	( 392 700 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 336 900	359 500
Passif à la fin de l'exercice	62 ( <u>4 350 200</u> )	( <u>4 271 500</u> )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( 4 443 300 )	( 4 077 900 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 93 100	(193 600)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( <u>4 350 200</u> )	( <u>4 271 500</u> )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 304 500	270 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 <u>304 500</u>	<u>270 900</u>
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ( <u>20 100</u> )	( <u>                    </u> )
	70 284 400	270 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71	(21 700)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 <u>284 400</u>	<u>249 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 <u>131 200</u>	<u>143 500</u>
Charge de l'exercice	79 <u><u>415 600</u></u>	<u><u>392 700</u></u>
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 (266 600)	(27 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 17	17
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 2,80 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,20 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 7,25 %	7,50 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 4,50 %	4,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2027	2027
Autres hypothèses économiques		
-	88	
-	89	

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91 _____	_____

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 S.O.

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94  Oui  
 95  Non

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	9	9

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97	14 840	14 579
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98	50 010	49 131
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	10 832	10 036
100	60 842	59 167

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	83 685 916
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	5 247 149
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
- Passif au titre des ASF	5	2 643 100
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	73 582
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	9 520 394
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	407 999
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	81 574 190
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	
Endettement net à long terme	16	81 574 190
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	81 574 190
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	81 574 190
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2015</b>	<b>2015</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	36 214 155	36 092 974	36 092 974	35 630 632
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	5 840 945	5 848 132	5 848 132	5 158 813
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 636 980	1 637 042	1 637 042	1 772 780
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	43 692 080	43 578 148	43 578 148	42 562 225
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 276 150	2 348 401	2 348 401	2 151 712
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	3 439 763	2 993 747	2 993 747	2 967 571
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	170 000	186 378	186 378	178 760
Service de la dette	18	109 862	98 803	98 803	96 950
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	5 995 775	5 627 329	5 627 329	5 394 993
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	5 995 775	5 627 329	5 627 329	5 394 993
	26	49 687 855	49 205 477	49 205 477	47 957 218

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	191 100	193 564	186 547
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	13 310	14 627	13 776
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	173 198	173 198	173 198
	31	377 608	381 389	373 521
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	442 020	427 170	517 804
Cégeps et universités	33	197 280	288 944	230 466
Écoles primaires et secondaires	34	693 980	609 962	876 189
	35	1 333 280	1 326 076	1 624 459
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	1 710 888	1 707 465	1 997 980
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	909 370	879 445	733 177
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	65 829	59 309	62 313
Taxes d'affaires	43			
	44	975 199	938 754	795 490
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 686 087	2 646 219	2 793 470

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	75 679	75 679	75 679
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55		37 088	37 088
Autres	56		69 850	54 772
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	91 127	112 126	299 419
Enlèvement de la neige	58			13 765
Autres	59			3 560
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61		295 245	297 355
Transport scolaire	62			
Autres	63		317 672	306 853
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	31 285	31 285	31 285
Réseau de distribution de l'eau potable	68	42 807	42 808	168 651
Traitement des eaux usées	69	4 059	4 070	3 951
Réseaux d'égout	70	106 379	106 564	184 943
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	150 000	140 388	138 497
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	9 510	6 854	8 996
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	4 214		
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84		17 538	51 998
Autres	85		9 314	8 081
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	197 241	183 134	223 559
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	217 306	217 551	193 620
Autres	88	7 600	16 777	187 663
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	937 207	974 324	1 869 940
				2 252 647

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	10 798	10 798	
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	120 895	120 895	
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	131 693	131 693	

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	1 200 000	1 165 428	1 161 615
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			216 270
	138	1 200 000	1 165 428	1 377 885
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	2 137 207	2 271 445	3 630 532

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>				
<b>MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	13 670	19 669	21 114
	143	13 670	19 669	21 114
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	159 850	328 327	193 958
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	159 850	328 327	193 958
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	13 015	12 950	13 395
Enlèvement de la neige	150	25 070	24 938	24 069
Autres	151	5 780	5 752	5 667
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	43 865	43 640	43 131
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	104 920	104 403	102 860
Réseau de distribution de l'eau potable	156	19 980	19 886	19 592
Traitement des eaux usées	157	77 010	76 628	75 495
Réseaux d'égout	158	38 600	38 416	37 849
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	1 174 900	976 164	1 082 742
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 415 410	1 215 497	1 318 538
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 632 795	1 607 133	1 576 741

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	93 600	85 540	349 960
Sécurité publique	183	356 000	410 877	498 571
Transport				
Réseau routier	184	231 380	287 536	230 273
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186		43 546	45 647
Transport scolaire	187			
Autres	188		157 466	148 284
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	50 000	69 145	354 638
Santé et bien-être	191		1 480	
Aménagement, urbanisme et développement	192	12 500	16 749	229 361
Loisirs et culture	193	446 299	465 895	1 587 516
Réseau d'électricité	194			
	195	1 189 779	1 337 222	3 444 250
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	2 822 574	2 944 355	5 020 991
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	191 920	167 658	193 811
Droits de mutation immobilière	198	800 000	832 895	948 971
Droits sur les carrières et sablières	199	200 000		
Autres	200			
	201	1 191 920	1 000 553	1 142 782
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	510 000	541 867	638 077
<b>INTÉRÊTS</b>	203	523 920	977 248	696 247
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(23 401)	(635 218)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	400 000	32 643	571 556
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	350 000	112 041	757 006
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	480 665	481 664	504 176
	212	1 230 665	602 947	1 197 520

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	969 170	950 807	12 989	963 796	963 796	1 035 861
Application de la loi	2	499 580	559 931	26 701	586 632	586 632	621 209
Gestion financière et administrative	3	3 496 140	3 409 884	254 872	3 664 756	3 664 756	3 772 023
Greffe	4	530 050	495 643	2 516	498 159	498 159	499 443
Évaluation	5	651 900	762 719		762 719	762 719	760 867
Gestion du personnel	6	960 710	919 622	12 249	931 871	931 871	900 726
Autres	7	311 950	312 020	219	312 239	312 239	525 579
	8	7 419 500	7 410 626	309 546	7 720 172	7 720 172	8 115 708
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	4 852 110	4 819 743	46 762	4 866 505	4 866 505	4 514 826
Sécurité incendie	10	2 742 165	2 740 765	275 811	3 016 576	3 016 576	2 879 539
Sécurité civile	11	25 020	17 706		17 706	17 706	7 380
Autres	12	393 930	369 667	18 139	387 806	556 647	539 014
	13	8 013 225	7 947 881	340 712	8 288 593	8 457 434	7 940 759
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 008 720	2 678 444	3 762 928	6 441 372	6 441 372	5 885 357
Enlèvement de la neige	15	4 237 980	3 827 569	296 136	4 123 705	4 123 705	6 117 377
Éclairage des rues	16	685 210	502 799	125 920	628 719	628 719	610 628
Circulation et stationnement	17	561 790	476 862	81 038	557 900	557 900	474 771
Transport collectif							
Transport en commun	18	290 600	283 837	4 106	287 943	1 078 062	1 095 042
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			22 423	22 423	22 423	22 423
	22	8 784 300	7 769 511	4 292 551	12 062 062	12 852 181	14 205 598

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 985 240	2 041 589	617 148	2 658 737	2 658 737	2 415 885
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 110 110	1 399 685	782 778	2 182 463	2 182 463	2 211 547
Traitement des eaux usées	25	490 750	543 774	411 735	955 509	955 509	1 013 786
Réseaux d'égout	26	1 436 730	1 391 345	1 048 429	2 439 774	2 439 774	2 218 054
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 152 600	966 795	13 498	980 293	980 293	1 125 093
Élimination	28	2 499 969	2 523 131	213 898	2 737 029	2 737 029	2 578 451
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	952 713	846 234	10 976	857 210	857 210	966 913
Tri et conditionnement	30	724 187	550 047		550 047	550 047	573 762
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	5 900	5 534		5 534	5 534	5 304
Autres	34	950 591	1 451 446	126 707	1 578 153	1 578 153	1 008 872
Plan de gestion	35	37 700	13 053		13 053	13 053	12 600
Autres	36	2 000	1 344		1 344	1 344	2 143
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	819 450	814 671		814 671	806 931	742 995
Autres	39	90 600	903 873		903 873	903 873	104 228
	40	12 258 540	13 452 521	3 225 169	16 677 690	16 669 950	14 979 633
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	100 000	154 664		154 664	154 664	262 307
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	191 330	181 059		181 059	181 059	185 429
	44	291 330	335 723		335 723	335 723	447 736
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 288 740	1 213 314	67 591	1 280 905	1 280 905	1 248 087
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	25 000	5 000	450	5 450	5 450	48 399
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 032 400	1 032 467	1 904	1 034 371	968 020	921 752
Tourisme	49	877 850	907 126	41 296	948 422	1 017 017	918 138
Autres	50						22 298
Autres	51		82 684		82 684	82 684	720 412
	52	3 223 990	3 240 591	111 241	3 351 832	3 354 076	3 879 086

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>							
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 653 910	1 603 857	78 477	1 682 334	1 682 334	1 705 166
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 591 470	1 736 310	253 544	1 989 854	1 989 854	1 745 705
Piscines, plages et ports de plaisance	55	760 821	711 857	4 255	716 112	716 112	663 423
Parcs et terrains de jeux	56	2 834 840	2 471 285	1 052 947	3 524 232	3 528 192	3 573 028
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	240 090	231 827		231 827	231 827	233 395
Autres	59	416 390	493 694	22 551	516 245	516 245	557 256
	60	7 497 521	7 248 830	1 411 774	8 660 604	8 664 564	8 477 973
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 247 950	1 243 419	284 568	1 527 987	2 954 072	2 876 536
Bibliothèques	62	1 352 310	1 315 958	172 179	1 488 137	1 488 137	1 520 942
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	277 650	214 910	52 808	267 718	267 718	284 954
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	90 800	66 203		66 203	66 203	56 554
	66	2 968 710	2 840 490	509 555	3 350 045	4 776 130	4 738 986
	67	10 466 231	10 089 320	1 921 329	12 010 649	13 440 694	13 216 959
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 546 618	2 407 797		2 407 797	2 407 797	2 289 873
Autres frais	70	70 000	68 898		68 898	68 898	49 106
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	340 900	504 000		504 000	504 000	630 800
Autres	72	35 000	147 128		147 128	180 625	230 957
	73	2 992 518	3 127 823		3 127 823	3 161 320	3 200 736
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	74	9 761 550	10 200 548	( 10 200 548 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de Ville de Sept-Îles. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Sept-Îles a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

*Deloitte S.É.N.C.R.L. /s.r.l.*

(1)

(1) CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A105898

DATE 2016-06-10

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>49 725 500</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	59 719
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	460 304
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>520 023</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>49 205 477</u>





---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 172 250	629 004	491 536
Usines de traitement de l'eau potable	2	400 000	37 030	290 080
Usines et bassins d'épuration	3	1 850 000	47 397	116 359
Conduites d'égout	4	1 595 750	195 394	190 300
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	3 210 000	125 758	1 995 090
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 901 200	699 660	3 046 221
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	990 800	403 858	211 174
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	630 000	289 369	396 445
Autres infrastructures	11	630 000	60 590	1 038 173
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	185 000	221 363	409 821
Édifices communautaires et récréatifs	14	560 000	10 178 791	5 067 058
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			2 927
Autres	17	1 050 000	337 625	1 467 619
Ameublement et équipement de bureau	18	270 000	70 507	195 218
Machinerie, outillage et équipement divers	19	712 000	611 284	917 437
Terrains	20		5 367	2 617
Autres	21	1 400 000	50 241	157 049
	22	17 557 000	13 963 238	15 995 124

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		629 004	470 185
Usines de traitement de l'eau potable	24		37 030	290 080
Usines et bassins d'épuration	25		47 397	116 359
Conduites d'égout	26		195 394	151 816
Autres infrastructures	27		1 022 057	3 633 661
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			21 351
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			38 484
Autres infrastructures	32		557 178	3 053 442
Autres immobilisations	33		11 475 178	8 219 746
	34		13 963 238	15 995 124

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	71 498 000	18 057 000	5 888 000	83 667 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	359 162		172 592	186 570
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	71 857 162	18 057 000	6 060 592	83 853 570
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	17 055		17 055	
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 666 904		1 575 993	6 090 911
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	58 475 346	16 657 852	3 964 515	71 168 683
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	66 159 305	16 657 852	5 557 563	77 259 594
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	83 405		9 823	73 582
	19	83 405		9 823	73 582
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	83 405		9 823	73 582
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	5 614 452	1 399 148	493 206	6 520 394
Autres	23				
	24				
	25	5 697 857	1 399 148	503 029	6 593 976
	26	71 857 162	18 057 000	6 060 592	83 853 570
Dettes en cours de refinancement					
Reclassement / Redressement	27	( )		( )	
	28				
	29	71 857 162	18 057 000	6 060 592	83 853 570

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	274 500	260 840	267 253
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	1 500		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	57 600	50 923	57 590
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	23 700		
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	27 300	22 050	26 651
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	137 900	137 967	137 862
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	258 100	237 750	270 796
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	780 600	709 530	760 152

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	35,29	36,00	3 686 426	1 117 785	4 804 211
Professionnels	2	11,71	36,00	920 774	289 821	1 210 595
Cols blancs	3	108,34	35,00	5 003 743	1 427 374	6 431 117
Cols bleus	4	101,41	40,00	6 157 102	1 773 801	7 930 903
Policiers	5					
Pompiers	6	12,46	40,00	673 269	89 478	762 747
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	269,21		16 441 314	4 698 259	21 139 573
Élus	9	10,00		378 240	100 461	478 701
	10	279,21		16 819 554	4 798 720	21 618 274

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	31 285	10 798			42 083
Réseau de distribution de l'eau potable	13	42 808				42 808
Traitement des eaux usées	14	4 070	120 895			124 965
Réseaux d'égout	15	106 564				106 564
Autres	16	1 955 025				1 955 025
	17	2 139 752	131 693			2 271 445

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	559 931	27	26 701	53	586 632	79	105	105	586 632	131
Évaluation	2	762 719	28		54	762 719	80		106	762 719	132
Autres	3	6 087 976	29	282 845	55	6 370 821	81	105 209	107	6 265 612	133
	4	7 410 626	30	309 546	56	7 720 172	82	105 209	108	7 614 963	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	4 819 743	31	46 762	57	4 866 505	83	308 122	109	4 558 383	135
Sécurité incendie	6	2 740 765	32	275 811	58	3 016 576	84	374 104	110	2 642 472	136
Sécurité civile	7	17 706	33		59	17 706	85	56 978	111	(39 272)	137
Autres	8	369 667	34	18 139	60	387 806	86		112	387 806	138
	9	7 947 881	35	340 712	61	8 288 593	87	739 204	113	7 549 389	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	2 678 444	36	3 762 928	62	6 441 372	88	143 100	114	6 298 272	140
Enlèvement de la neige	11	3 827 569	37	296 136	63	4 123 705	89	182 324	115	3 941 381	141
Autres	12	979 661	38	206 958	64	1 186 619	90	5 752	116	1 180 867	142
Transport collectif	13	283 837	39	4 106	65	287 943	91		117	287 943	143
Autres	14		40	22 423	66	22 423	92		118	22 423	144
	15	7 769 511	41	4 292 551	67	12 062 062	93	331 176	119	11 730 886	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	2 041 589	42	617 148	68	2 658 737	94	104 403	120	2 554 334	146
Traitement des eaux usées	17	1 399 685	43	782 778	69	2 182 463	95	89 031	121	2 093 432	147
Réseaux d'égout	18	543 774	44	411 735	70	955 509	96	76 628	122	878 881	148
Autres	19	1 391 345	45	1 048 429	71	2 439 774	97	38 416	123	2 401 358	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	3 489 926	46	227 396	72	3 717 322	98	976 164	124	2 741 158	150
Matières recyclables	21	2 853 261	47	137 683	73	2 990 944	99		125	2 990 944	151
Autres	22	14 397	48		74	14 397	100		126	14 397	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	814 671	50		76	814 671	102		128	814 671	154
Autres	25	903 873	51		77	903 873	103		129	903 873	155
	26	13 452 521	52	3 225 169	78	16 677 690	104	1 284 642	130	15 393 048	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157	154 664	172		187	154 664	202		217	154 664	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	181 059	174		189	181 059	204	1 480	219	179 579	234	
	160	335 723	175		190	335 723	205	1 480	220	334 243	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 213 314	176	67 591	191	1 280 905	206	16 749	221	1 264 156	236	6 616
Rénovation urbaine	162	5 000	177	450	192	5 450	207		222	5 450	237	4 827
Promotion et développement économique	163	1 939 593	178	43 200	193	1 982 793	208		223	1 982 793	238	103 482
Autres	164	82 684	179		194	82 684	209		224	82 684	239	204 352
	165	3 240 591	180	111 241	195	3 351 832	210	16 749	225	3 335 083	240	319 277
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	7 248 830	181	1 411 774	196	8 660 604	211	358 008	226	8 302 596	241	315 524
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 315 958	182	172 179	197	1 488 137	212	39 492	227	1 448 645	242	109 813
Autres	168	1 524 532	183	337 376	198	1 861 908	213	68 395	228	1 793 513	243	68 631
	169	10 089 320	184	1 921 329	199	12 010 649	214	465 895	229	11 544 754	244	493 968
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	50 246 173	186	10 200 548	201	60 446 721	216	2 944 355	231	57 502 366	246	3 127 823

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Rémunération</b>	1	229 674	97 121
<b>Charges sociales</b>	2	68 560	31 378
<b>Biens et services</b>	3	13 351 520	15 532 624
<b>Frais de financement</b>	4	313 484	245 836
<b>Autres</b>	5		
	6	13 963 238	15 906 959

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		2015	2014
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	7 229 991	8 399 843
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	7 229 991	8 399 843
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 274 696	405 869
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(90 000)
Activités d'investissement	6	(231 416)	353 370
Excédent de fonctionnement affecté	7	(2 337 955)	(2 105 822)
Réserves financières et fonds réservés	8	(120 745)	266 731
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(1 415 420)	(1 169 852)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	5 814 571	7 229 991
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	6 108 789	6 817 941
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	6 108 789	6 817 941
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 680 543)	(2 519 426)
Activités d'investissement	17	(981 352)	(295 548)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	2 337 955	2 105 822
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(323 940)	(709 152)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	5 784 849	6 108 789
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	1 348 066	3 331 520
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(1 118 860)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 348 066	2 212 660
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	917 815	812 745
Activités d'investissement	27	(1 267 478)	(1 410 608)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	120 745	(266 731)
Financement des investissements en cours	29		
	30	(228 918)	(864 594)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	1 119 148	1 348 066

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 730 322 )	( 2 064 166 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 730 322 )	( 2 064 166 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ( 770 000 )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	42 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ( 36 446 )	( 91 898 )
Autres	44 ( 132 525 )	( 84 198 )
	45 ( 866 079 )	( 7 700 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ( )	( )
Autre financement	47 ( 141 745 )	( 142 987 )
	48 ( 1 007 824 )	( 135 287 )
<b>Diminution de l'exercice</b>		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50 213 516	1 469 131
	51 213 516	1 469 131
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	52 ( 1 524 630 )	( 730 322 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	53 (10 378 227)	(8 437 207)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (10 378 227)	(8 437 207)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 6 792 293	(1 941 020)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 6 792 293	(1 941 020)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	61 (3 585 934)	(10 378 227)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	62 140 310 311	140 282 842
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 140 310 311	140 282 842
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (7 414 140)	27 469
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	68 132 896 171	140 310 311

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>3 400 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 400 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 400 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ( )	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ( )	13	14
	15	16	17	18	19 ( )	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 8 □ 6 □ 8 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 0 □ 3 □ 4 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 6 □ 5 □ 3 □ 3 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 7 □ 0 □ 5 □ 4 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 2 □ 0 □ 7 □ 4 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$



**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	11 966 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
<b>Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement</b>			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 546, avenue De Quen  
(no) (rue)  
Sept-Îles G4R 2R4  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 964-3215 2014  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.nobert@ville.sept-iles.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Serge Gagné, OMA

Téléphone (418) 964-3215 2018  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel serge.gagne@ville.sept-iles.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./ s.r.l.

Titre Comptables Professionnels Agréés

Adresse 421, avenue Arnaud, bureau # 200  
(no) (rue)  
Sept-Îles G4R 3B3  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-2513  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 968-6422  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jfbonneau@deloitte.ca

Responsable du dossier Jean-François Bonneau, CPA, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Manon Nobert, CPA, CA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-06-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sept-Îles .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sept-Îles consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sept-Îles détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (3 040 108) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,0482 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-06-15 14:14:38

Date de transmission au Ministère : 2016/06/15

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Sept-Îles

---

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	59 460 257	60 440 228	59 946 377	6 135 058	62 707 708
Investissement	2	757 006	350 000	243 734		243 734
	3	60 217 263	60 790 228	60 190 111	6 135 058	62 951 442
<b>Charges</b>	4	63 540 568	63 211 184	63 574 544	5 790 733	65 991 550
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	(3 323 305)	(2 420 956)	(3 384 433)	344 325	(3 040 108)
Moins : revenus d'investissement	6	( 757 006 )	( 350 000 )	( 243 734 )	( )	( 243 734 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(4 080 311)	(2 770 956)	(3 628 167)	344 325	(3 283 842)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	9 761 550	9 761 550	10 200 548	94 120	10 294 668
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	142 987		141 745		141 745
Remboursement de la dette à long terme	10	( 6 014 595 )	( 6 051 507 )	( 6 050 769 )	( )	( 6 050 769 )
Affectations						
Activités d'investissement	11	( 1 957 009 )	( 1 232 621 )	( 1 274 020 )	( )	( 1 274 020 )
Excédent (déficit) accumulé	12	1 788 981	293 534	1 628 807		1 628 807
Autres éléments de conciliation	13	764 266		256 552		256 552
	14	4 486 180	2 770 956	4 902 863	94 120	4 996 983
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	405 869		1 274 696	438 445	1 713 141

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				<b>Total consolidé</b>
Débiteurs	1	7 910 941	11 031 537	11 584 454
Autres	2	17 595 156	18 098 503	20 477 204
	3	25 506 097	29 130 040	32 061 658
<b>Passifs</b>				
Dette à long terme	4	71 673 448	83 685 916	83 685 916
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	1 891 300	2 643 100	2 643 100
Autres	6	21 266 888	20 215 034	21 145 376
	7	94 831 636	106 544 050	107 474 392
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(69 325 539)	(77 414 010)	(75 412 734)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	9	209 555 840	213 246 299	213 525 281
Autres	10	3 658 307	4 671 886	4 733 269
	11	213 214 147	217 918 185	218 258 550
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	7 229 991	5 814 571	7 312 545
Excédent de fonctionnement affecté	13	6 108 789	5 784 849	6 127 499
Réserves financières et fonds réservés	14	1 348 066	1 119 148	1 341 183
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	730 322 ) (	1 524 630 ) (	1 524 630 ) (
Financement des investissements en cours	16	(10 378 227)	(3 585 934)	(3 585 934)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	140 310 311	132 896 171	133 175 153
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			730 322 )
	19	143 888 608	140 504 175	(10 378 227)
				145 885 924

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Activités de fonctionnement	20	3 035 000	2 287 500
- Affaissement de sol - Haut S-F	21	474 775	1 480 574
- Engagements	22	80 202	136 735
- Infrastructures & Dév. domicile	23	161 874	161 874
- Anciennes Villes - GA & MO	24	74 320	70 567
- Réfection de l'hôtel de Ville	25	1 309 549	1 309 549
- Recouvrement - Cellules au LET	26	649 129	661 990
-	27		
-	28		
	29	5 784 849	6 108 789
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	342 650	64 836
	31	6 127 499	6 173 625
Réserves financières	32		
Fonds réservés	33	1 341 183	1 566 410
	34	7 468 682	7 740 035

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Total consolidé</u>
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	47 957 218	49 687 855	49 205 477	49 205 477
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 793 470	2 686 087	2 646 219	2 646 219
Quotes-parts	3				
Transferts	4	2 722 536	2 137 207	2 139 752	3 035 368
Services rendus	5	3 117 677	2 822 574	2 944 355	4 720 423
Autres	6	2 869 356	3 106 505	3 010 574	3 100 221
	7	59 460 257	60 440 228	59 946 377	62 707 708
<b>Investissement</b>					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10			131 693	131 693
Autres	11	757 006	350 000	112 041	112 041
	12	757 006	350 000	243 734	243 734
	13	60 217 263	60 790 228	60 190 111	62 951 442

*Extrait du rapport financier, page S7*

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	651 900	762 719		762 719	760 867
Autres	2	6 767 600	6 647 907	309 546	6 957 453	7 354 841
Sécurité publique						
Police	3	4 852 110	4 819 743	46 762	4 866 505	4 514 826
Sécurité incendie	4	2 742 165	2 740 765	275 811	3 016 576	2 879 539
Autres	5	418 950	387 373	18 139	405 512	546 394
Transport						
Réseau routier	6	8 493 700	7 485 674	4 266 022	11 751 696	13 088 133
Transport collectif	7	290 600	283 837	4 106	287 943	1 095 042
Autres	8			22 423	22 423	22 423
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	5 022 830	5 376 393	2 860 090	8 236 483	7 859 272
Matières résiduelles	10	6 325 660	6 357 584	365 079	6 722 663	6 273 138
Autres	11	910 050	1 718 544		1 718 544	847 223
Santé et bien-être	12	291 330	335 723		335 723	447 736
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 288 740	1 213 314	67 591	1 280 905	1 248 087
Promotion et développement économique	14	1 910 250	1 939 593	43 200	1 982 793	1 862 188
Autres	15	25 000	87 684	450	88 134	768 811
Loisirs et culture	16	10 466 231	10 089 320	1 921 329	12 010 649	13 216 959
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	2 992 518	3 127 823		3 127 823	3 161 320
Amortissement des immobilisations	19	9 761 550	10 200 548	( 10 200 548 )		
	20	63 211 184	63 574 544		63 574 544	65 991 550
						65 986 215

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3